

Les élus du Nord vaudois en colère contre les CFF

La décision de supprimer, dès 2014, trois TGV sur cinq provoque la colère des usagers et des politiques

Abdoulaye Penda Ndiaye

Les changements annoncés mercredi par TGV Lyria - la filiale des CFF et de la SNCF qui exploite les liaisons ferroviaires à grande vitesse entre la France et la Suisse - sont très mal perçus aussi bien dans le Nord vaudois qu'en France voisine (lire ci-dessous). A partir de 2014, sur cinq liaisons TGV entre Lausanne et Paris, trois passeront par Genève aux heures creuses.

Stéphane Costantini, syndic de Vallorbe, est d'autant plus surpris qu'il a appris la nouvelle hier, dans 24 heures. «Pourtant, déplore-t-il, nous avons eu plusieurs séances avec les CFF et rien ne laissait présager une telle décision. Je m'attendais plutôt à davantage de liaisons TGV via Vallorbe.» Si Jean-Louis Scherz, porte-parole des CFF, voit dans ce changement davantage de «confort pour les passagers qui bénéficient également d'un temps de parcours réduit», il ne convainc pas grand monde dans le Nord vaudois.

L'annonce de ces nouvelles dessertes Lausanne-Paris via Genève au détriment de Vallorbe fait même perdre son flegme légendaire à Jean-Marc Buchillier. «Je suis surpris, déçu et fâché», tonne le directeur de l'Association pour le développement du Nord vaudois. Qui affirme que les CFF ont pris de court tout le monde, confirmant ainsi les dires du syndic de Vallorbe. L'effet de surprise passé, il déclare que l'heure est à la mobilisation. «Ensemble, avec les autorités du Nord vaudois, nos députés, nos élus des Chambres fédérales et le canton, nous allons faire reculer les CFF.»

Porter la bataille à Berne

A l'instar de l'ancien conseiller aux Etats Michel Béguelin, le député socialiste Denis-Olivier Maillefer souligne que les CFF doivent tenir



Dès 2014, seuls deux TGV provenant de Lausanne passeront quotidiennement à Vallorbe. Une nouvelle donne qui ne manque pas de choquer les élus locaux. VALDEMAR VERISSIMO-A



Serge Kursner
Gimel

«Aujourd'hui, je pars avec ma femme et nos deux enfants au Salon de l'agriculture de Paris. Nous prenons le TGV à Vallorbe car c'est beaucoup plus pratique pour le parage. Contrairement à Lausanne ou à Genève, je peux laisser ma voiture ici.»



Isabelle Raboud
Bulle (FR)

«Je me rends à Paris pour une dizaine de jours. Je vais travailler au stand suisse du Salon de l'agriculture. Là, on part en délégation et les gens viennent d'un peu partout de la Suisse romande. Vallorbe était le point de ralliement.»

compte des 50 millions investis par la Confédération pour moderniser la ligne du Simplon. «Nous allons faire entendre notre voix à Berne», promet l'élu de Valeyres-sous-Rances. La pilule ne passe pas non plus auprès de Daniel von Siebenthal. Le syndic d'Yverdon-les-Bains trouve «dramatique» la décision prise par TGV Lyria. Et préconise «une réaction vigoureuse» pour corriger cette mauvaise pente.

Pour expliquer cette mesure - que le député UDF Maximilien Bernhard trouve «inadmissible» -, les CFF invoquent notamment la

faible fréquentation de la gare de Vallorbe. «Il n'y a que 17 voyageurs par TGV à la gare de Vallorbe», avance Jean-Louis Scherz. Toutefois, hier, lors de notre passage à 13 h 50, le nombre de voyageurs était au moins trois fois supérieur à cette moyenne.

Un passé glorieux

Inaugurée en 1913, la gare de Vallorbe avait jadis une place de choix dans les transports ferroviaires transfrontaliers. Une place qui contraste avec la nouvelle stratégie des CFF.

Emoi en France voisine

● En France voisine, les mesures annoncées par Lyria mettent en émoi les élus locaux. Sylvain Ducret, maire de Pontarlier, se dit «touché par la brutalité» de la nouvelle. Pour s'insurger contre «le début de la fin du transport ferroviaire sur l'arc jurassien», il préconise la mobilisation générale.

«Les forces politiques et économiques du Transjurasien vont se battre contre ces mesures», annonce-t-il. «Bec et ongles», ajoute le premier adjoint au maire de Frasnay, Jacky Désarménien. «Si les gens implantés ici ne peuvent plus rejoindre Paris par le TGV, ils iront ailleurs. Pour nous, ce serait une catastrophe économique.»